C.A. LYON 7 JUIN 1977
Aff. MERLIN GERIN c. LATOUR

Brevets n. 1.487.720, 1.488.297,
1.503.536, 1.553.672

P.I.B.D. 1978, 206, III,16.

DOSSIERS BREVETS 1978. ■. n.3

GUIDE DE LECTURE

- ACTION EN REVENDEICATION : . INVENTION D'EMPLOYE *
. PUBLICITE ABUSIVE **

I - LES FAITS

- 1933 : Contrat de travail entre la Société MERLIN GERIN, employeur, et Mr. A. LATOUR, employé.
 - 1941 : Mr. LATOUR devient chef des travaux de recherche de la Société MERLIN GERIN.
 - 31 juillet 1965 : Expiration du contrat de travail et départ à la retraite de Mr. LATOUR, libre de tout engagement.
 - 31 octobre 1965 : Cession de brevets à venir par LATOUR à la Société MAGRINI moyennant redevances sur exploitation future.
 - 8 mai 1967 : Dépôt par Mr. LATOUR du brevet 1. 484. 720.
 - 5 juin 1967 : Dépôt par Mr. LATOUR du brevet 1. 488. 297
 - 23 octobre 1967 : Dépôt par Mr. LATOUR du brevet 1. 503. 536.
 - 9 décembre 1968 : Dépôt par Mr. LATOUR du brevet 1. 553. 762.
- Les inventions portent sur les interrupteurs électriques et relèvent du domaine des activités et recherches de la Société MERLIN GERIN.
- 31 décembre 1968 : Expiration du contrat LATOUR-MAGRINI sans exploitation, sans redevances, par conséquent.
 - 25 février 1973 : MERLIN GERIN assigne LATOUR en revendication des quatre brevets.
 - : LATOUR réplique par voie de . défenses au fond contestant le bien fondé de la revendication, . demande reconventionnelle en réparation (100 000 puis 500 000 F) du préjudice causé par une action abusive.
 - 21 février 1974 : T.G.I. LYON, par jugement avant dire droit, ordonne une expertise «aux fins de rechercher si les quatre inventions litigieuses sont le fait des travaux exécutés par Mr. LATOUR au sein du bureau d'études de la Société MERLIN GERIN, avant le 31 juillet 1965, ou si, au contraire, elles résultent de recherches postérieures».
 - : LATOUR fait appel.
 - 9 octobre 1975 : La Cour d'appel de LYON confirme la décision d'expertise.
 - 27 novembre 1976 : Dépôt du rapport d'expertise.
 - 7 juin 1977 : La Cour d'appel de LYON : . rejette l'action en revendication (de MERLIN GERIN), . fait droit à l'action en réparation (de LATOUR) et lui octroie 30 000 F de dommages-intérêts.

II - LE DROIT

1er PROBLEME : BIEN FONDE DE LA REVENDICATION *

A - LE PROBLEME

1/ Prétentions des parties

a) Le demandeur en revendication (MERLIN GERIN)

prétend que LATOUR a déposé des brevets sur des inventions usurpées parce que nées au cours de la période d'emploi.

b) Le défendeur en revendication (LATOUR)

prétend qu'il a déposé des brevets sur des inventions non usurpées, parce que nées au delà de la période d'emploi..

2/ Enoncé du problème (de fait)

Les inventions brevetées par LATOUR ont-elles été conçues pendant la période d'emploi ?

B - LA SOLUTION

1/ Enoncé de la solution

«En définitive, au vu des résultats de l'expertise et sans qu'il y ait lieu de recourir à une autre mesure d'instruction, il convient de constater que la Société MERLIN GERIN n'a pas rapporté la preuve qui lui incombait de ce que les brevets par elle revendiqués n'avaient pu être obtenus que par une usurpation commise à son préjudice ; que l'action engagée doit être purement et simplement rejetée comme non fondée».

2/ Commentaire de la solution

La Cour s'est livrée à un examen des quatre inventions tour à tour brevetées par LATOUR et a suivi les conclusions des experts qui estimaient qu'elles étaient dues «à des réflexions manifestement postérieures au 31 juillet 1965» et n'étaient pas initiées par les informations décrites dans des enveloppes SOLEAU déposées par MERLIN GERIN antérieurement à cette date.

2ème PROBLEME : BIEN FONDE DE LA REPARATION **

A - LE PROBLEME

1/ Prétentions des parties

a) Le demandeur en réparation (LATOUR)

prétend que MERLIN GERIN a opéré sur son action en revendication une publicité qui a porté préjudice.

b) Le défendeur en réparation (MERLIN GERIN)

prétend qu'il n'a pas opéré sur son action en revendication une publicité qui aurait porté préjudice à LATOUR:

2/ Enoncé du problème

Y-a-t-il eu publicité de MERLIN GERIN préjudiciable à LATOUR ?

B - LA SOLUTION

1/ Enoncé de la solution

«Attendu, par contre, qu'il est constant que la Société MERLIN GERIN a fait connaître tant aux membres de son personnel qu'à la Société MAGRINI, cessionnaire des brevets de LATOUR, l'existence du procès qu'elle lui intentait, en le présentant comme un usurpateur de ses propres brevets et de ses secrets de fabrication : que cette publicité s'est forcément répandue dans les milieux industriels et scientifiques ou LATOUR était connu comme inventeur et qu'il en est résulté pour lui une atteinte certaine à sa réputation et à son honorabilité.

2/ Commentaire de la solution

Deux observations peuvent être faites à propos de la réponse favorable donnée par la Cour à la demande de réparation.

. La «faute» retenue à l'encontre de MERLIN GERIN ne consistait pas dans l'exercice, abusif, de l'action en revendication mais dans la publicité faite de cette action auprès de MAGRINI et des personnels de l'entreprise. Or, tout d'abord, une action en revendication impute par hypothèse à son défendeur un acte d'usurpation. Il nous paraît, d'autre part, normal que la société MERLIN GERIN ait avisé le cessionnaire des brevets LATOUR d'une action visant à lui faire perdre ses droits et le constituer contrefacteur. Il conviendrait, enfin, de savoir si la publicité faite auprès des personnels révélait une intention de nuire. La simple indication d'un dommage n'établit pas la faute qui, seule, peut engager la responsabilité civile.

. Le «dommage» consistait dans le fait que «cette publicité s'est forcément répandue dans les milieux professionnels». La Cour se satisfait de noter que cette diffusion était «nécessaire» sans autrement l'établir.

A l'un et l'autre niveau, le jeu de l'article 1382 C. civ. a été facilité au-delà des conditions ordinaires. On pourra, alors, remarquer que dans le contentieux des brevets, la réception relativement aisée des actions en réparation était généralement réservée au cas très particulier des actions abusives en contrefaçon. Avec elles on ne saurait confondre les actes de publicité sur action en revendication.

GUIDE DE LECTURE

RECTIFICATIF, P. 2

- 8 mai 1967 : Délivrance à M. LATOUR du brevet 1.484.720
- 5 juin 1967 : Délivrance à M. LATOUR du brevet 1.488.297
- 23 octobre 1967 : Délivrance à M. LATOUR du brevet 1.503.536
- 9 décembre 1968 : Délivrance à M. LATOUR du brevet 1.553.762.

COUR D'APPEL DE LYON

7 juin 1977

ENTRE : Monsieur LATOUR André Gabriel Georges Charles, né le 25 juillet 1900 à SENLIS (Oise) ingénieur demeurant à GRENOBLE (38) - 18, avenue Félix VIALLET, de nationalité française -

APPELANT D'un jugement du Tribunal de Grande Instance de LYON (3ème CHAMBRE) du 21 février 1974, suivant acte d'appel du 9 avril 1974 -

ET : La Société MERLIN GERIN, Société Anonyme dont le siège social est à GRENOBLE, rue Henri Tarze, représentée par son Président Directeur Général en exercice.

INTIME Comparant par Me GONTIER, Avoué

Ensuite d'un précédent arrêt ordonnance expertise en date du 9 octobre 1975, la présente affaire préalablement conclue par les Avoués des parties, a été appelée en suite de l'ordonnance de clôture prononcée le 16 mai 1977, à l'audience publique de la 1ère CHAMBRE CIVILE DE LA COUR D'APPEL DE CEANS du 24 mai 1977, où siégeaient Messieurs COSTE, Président, CHANARON et SAINTOYANT, Conseillers ; Me CHARRIER, Avocat au Barreau de LYON, assisté de Me GUILHEM, Avoué, Me CHANET, Avocat au Barreau de GRENOBLE, assisté de Me GONTIER, Avoué, ont été entendus en leurs plaidoiries.

Sur qui, lesdits Magistrats en ont délibéré conformément à la loi, puis, à l'audience publique de ce jour 7 juin 1977, il a été rendu l'arrêt suivant :

EXPOSE DES FAITS, PROCEDURE ET MOYENS DES PARTIES -

Par exploit du 25 février 1973 la Société MERLIN et GERIN avait fait assigner devant le Tribunal de Grande Instance de LYON, André LATOUR, son ancien employé, admis à la retraite le 31 juillet 1965, en revendication de la propriété de quatre brevets d'invention délivrés à son nom les 8 mai, 5 juin, 23 octobre 1967 et 8 décembre 1968 sous les numéros 1.487.720, 1.488.297, 1.503.536 et 1.553.672, concernant des procédés d'extinction d'arc électrique dans les interrupteurs ; elle demandait à être subrogée dans tous les droits de l'intéressée sur lesdits brevets, LATOUR devant en outre lui restituer les fruits et revenus tirés des inventions ainsi brevetées et lui payer des dommages-intérêts à fixer par expertise.

LATOUR résistait à la demande en soutenant qu'elle était irrecevable à son encontre du fait qu'il avait cédé tous ses droits sur les brevets revendiqués à la société Italienne MAGRINI et que celle-ci en était devenue la seule propriétaire ; subsidiairement, au fond, il faisait valoir que la demande n'était pas fondée puisqu'ayant repris à la date de cessation de son contrat de travail sa pleine et entière liberté, il était en droit de faire breveter à son profit toute nouvelle invention dès l'instant que son ancien employeur ne rapportait pas la preuve qu'elle était le fruit des travaux qu'il avait réalisés dans les services de l'entreprise, avant son départ, ou qu'elle supposait la connaissance de travaux antérieures tenus secrets par la Société ; LATOUR formait lui-même une demande reconventionnellement en 100.000 F de dommages-intérêts pour procédure abusive.

Par jugement du 21 février 1974, le Tribunal a déclaré recevable l'action engagée contre LATOUR ; il a constaté que celui-ci était lié jusqu'au 31 juillet 1965 avec la Société MERLIN GERIN par un contrat de travail d'ingénieur aux fins de recherches, que ce contrat ne comportait aucune clause de non concurrence, et que de ce fait LATOUR n'était plus, à partir de la date précitée, tenu envers la Société que par deux obligations, celle de ne pas divulguer des secrets de fabrication de son ancien employeur et celle de ne pas se livrer à une concurrence déloyale. Si avant de statuer au fond sur la demande principale et sur la demande reconventionnelle, le Tribunal ordonnait une expertise en désignant pour y procéder trois experts, MM. PAUTHENET (ultérieurement remplacé par M. COMBALDIEU) KORSAKOFF et VIENNET, avec mission, après étude de tous les documents produits aux débats par les parties :

1° de rechercher quel était au 31 juillet 1965 l'état des travaux de recherches effectués au sein du bureau d'études de MERLIN GERIN en matière d'interruption d'arc électrique ;

2° de rechercher et décrire les travaux effectués par LATOUR postérieurement au 31 juillet 1965 ;

3° de comparer les quatre inventions qui ont fait l'objet des brevets revendiqués par MERLIN GERIN, avec les travaux de recherches effectués par LATOUR soit comme salarié jusqu'au 31 juillet 1965, soit postérieurement à cette date, afin de déterminer si les inventions qui ont fait l'objet des brevets litigieux étaient le fruit des travaux réalisés par LATOUR avant sa mise à la retraite ou au contraire de ses travaux de recherches postérieurs, si les quatre inventions pouvaient être réalisées à partir des documents déjà publiés lors des demandes de brevets ou si elles supposaient la connaissance par l'inventeur de certains travaux de recherche effectués pour le compte de la Société et tenus secrets par celle-ci, et si les quatre inventions litigieuses constituaient des perfectionnements par rapport à la technique acquise aux Etablissements MERLIN GERIN avant le 31 juillet 1965.

LATOUR a interjeté appel de ce jugement et a repris devant la Cour les moyens qu'il avait déjà soutenus devant les Premiers Juges tant en ce qui concerne l'irrecevabilité de la demande dirigée contre lui seul, en l'absence de la Société MAGRINI devenue propriétaire des brevets revendiqués, qu'en ce qui concerne son défaut de fondement, la Société MERLIN GERIN n'apportant pas la preuve que les inventions décrites aux brevets litigieux étaient le fruit des travaux réalisés par lui dans les services de la Société avant le 31 juillet 1965 ou qu'elles supposaient la connaissance de travaux antérieurs tenus secrets par son ancien employeur il faisait grief au Tribunal d'avoir voulu exonérer MERLIN GERIN de la charge de cette preuve en commettant des experts non pour examiner des questions techniques mais pour se livrer à une véritable enquête sur les documents produits. LATOUR soulevait d'autre part, pour la première fois un autre moyen d'irrecevabilité tiré de la prescription de l'action, en application des dispositions de l'article 58 de la loi du 2 janvier 1968. Il maintenait enfin sa demande reconventionnelle pour procédure abusive, en 100.000 F de dommages-intérêts, réclamant en outre la publication de l'arrêt à intervenir dont copie devrait en particulier être remise à chacun des membres du Conseil d'Administration de la Société MERLIN GERIN et être affichée sur les tableaux d'affichage de l'usine à GRENOBLE ;

La Société MERLIN GERIN reprenait pour sa part les termes de son assignation introductive d'instance, demandant l'organisation d'une expertise comptable pour évaluer son préjudice ainsi que la publication de l'arrêt et sa transmission à l'Institut National de la Propriété Industrielle pour mention en marge des brevets usurpés ;

Par arrêt du 9 octobre 1975, auquel il convient de se référer pour plus ample information sur les faits de la cause et les moyens des parties, la Cour, recevant en la forme l'appel interjeté a déclaré non prescrite et recevable contre LATOUR

l'action en revendication de brevet intentée par la Société MERLIN GERIN sur le fondement de l'article 2 de la loi du 2 janvier 1965 et après examen des relations contractuelles ayant existé entre les parties, a confirmé le jugement en ce qu'il avait admis qu'en l'absence de tout engagement envers MERLIN GERIN postérieurement au 31 juillet 1965, LATOUR était libre de continuer ses recherches même pour le compte d'une entreprise concurrente et notamment de déposer des brevets de perfectionnement dans la même branche d'activité industrielle, cette liberté n'étant limitée que par deux obligations, celle de ne pas dévoiler des secrets de fabrication dont il avait pu avoir connaissance en raison de ses fonctions et celle de ne pas se livrer à une concurrence déloyale. Puis la Cour, après avoir analysé les moyens invoqués par la Société MERLIN GERIN et dont elle entendait tirer la preuve que LATOUR n'avait pu obtenir les brevets litigieux qu'en utilisant les fruits des travaux qu'il avait antérieurement réalisés pour le compte de la Société et que celle-ci avait décidé de tenir secrets en les consignnant notamment dans des enveloppes "SOLEAU" déposées à l'Institut National de la Propriété Industrielle, a, en raison du très haut degré de technicité de la matière, décidé de confirmer la mission confiée aux trois experts précédemment commis par le Tribunal, en ordonnant seulement que leur rapport soit déposé au Greffe de la Cour pour qu'il soit ensuite statué directement au fond par voie d'évocation ;

Les Experts COMBALDIEU, KORSAKOFF et VIENNET ont rempli leur mission et ont déposé un rapport commun le 27 novembre 1976 ; deux d'entre-eux MM. COMBALDIEU et KORSAKOFF ont également rédigé un additif au rapport général. Au vu de ces documents les parties ont à nouveau conclu ;

LATOUR, qui demande qu'il lui soit donné acte de ce qu'il a formé contre l'arrêt du 9 octobre 1975, fait valoir que non seulement la Société MERLIN GERIN n'établit pas que les brevets qu'elle revendique concernent des inventions réalisées par LATOUR alors que celui-ci étant à son service et mettant en oeuvre des secrets de fabrication mais qu'au contraire il ressort de l'expertise qu'il s'agit d'inventions faites par LATOUR après son départ de la Société, sur des idées nouvelles quelquefois contraires à celles antérieurement admises par les services de MERLIN GERIN. Il demande en conséquence à la Cour de rejeter toutes les prétentions de la Société, de la condamner pour son action abusive et malicieuse, à lui payer la somme de 500.000 F à titre de dommages-intérêts, d'ordonner la publication de l'arrêt à intervenir et son affichage sur dix tableaux de l'usine de Grenoble de condamner en outre la demanderesse à lui payer la somme de 50.000 F en remboursement des frais non répétables que lui a occasionnés le présent procès ;

La Société MERLIN GERIN maintient pour sa part des conclusions antérieures et sa demande de revendication de la propriété des brevets litigieux. Elle conteste les conclusions des experts auxquels elle fait grief de n'avoir pas répondu à la mission qui leur avait été confiée en ne distinguant pas suffisamment dans la rédaction des brevets qui leur étaient soumis ce qui constituait des éléments déjà connus de ce qui était revendiqué comme nouveauté et en s'arrêtant seulement à la finalité de l'invention prétendue, sans rechercher les éléments de nouveauté des revendications et sans se préoccuper de savoir si les inventions correspondant aux brevets constituaient des perfectionnements par rapport à la technique acquise chez MERLIN GERIN avant le 31 juillet 1975, laissant ainsi subsister l'ambiguïté que la Cour avait constaté dans son arrêt du 9 octobre 1975. La Société MERLIN GERIN fait encore ressortir la rapidité avec laquelle LATOUR s'est empressé de déposer des brevets immédiatement après la date de sa mise à la retraite, en tirant profit selon elle des secrets dont il avait eu connaissance à l'occasion de ses fonctions pour les revendre ensuite à la Société italienne concurrente directe à MERLIN GERIN ; elle soutient enfin que même si LATOUR avait raison sur le principe, il ne saurait justifier d'aucun préjudice à l'appui de sa demande reconventionnelle ;

MOTIFS :

Attendu qu'ensuite l'arrêt du 9 octobre 1975, il n'y a plus à revenir sur les conditions dans lesquelles LATOUR a quitté son emploi au sein de la Société MERLIN GERIN, puisqu'il a été définitivement jugé qu'en l'absence de tout engagement envers son ancien employeur, LATOUR était libre, postérieurement au 31 juillet 1965, de continuer ses recherches même pour le compte d'une entreprise concurrente et, notamment, de déposer des brevets de perfectionnement dans la même branche d'activité industrielle, cette liberté n'étant limitée que par les deux obligations que le Tribunal lui avait déjà imposées et que la Cour a confirmées ;

Attendu, dès lors, que la mission essentielle des experts consistait à comparer sur le plan technique les brevets litigieux avec les travaux de recherches effectués avant le 31 juillet 1965 alors que LATOUR travaillait au service de MERLIN GERIN et qui avaient déjà donné lieu à des dépôts de brevets ou qui avaient été tenus volontairement secrets, en vue de rechercher si les quatre inventions revendiquées étaient nouvelles et pouvaient être réalisées à partir de documents déjà publics, étant entendu que l'action en revendication intentée par MERLIN GERIN ne pouvait prospérer que s'il était établi que les brevets litigieux concernaient des inventions faites alors que LATOUR était encore au service de la Société et qu'en tous cas il ne pouvait les réaliser qu'à partir des secrets de fabrication de celle-ci ;

Or, attendu qu'il apparaît que, dans le cadre de la présente instance, qui n'est ni une action en contrefaçon, ni une action en nullité de brevets, les experts n'avaient pas à s'attacher à une analyse intrinsèque approfondie des revendications contenues dans les brevets demandés par LATOUR en vue de dire si elles étaient valables ou non, mais seulement de rechercher au vu des documents antérieures invoqués par la Société MERLIN GERIN si les inventions revendiquées pouvaient être attribuées à la seule activité inventive de LATOUR ou s'il avait dû puiser pour les réaliser dans le patrimoine propre de la Société ; que, sur ce point, il apparaît que les experts ont suffisamment répondu aux questions qui leur étaient posées ;

Attendu en effet qu'après avoir analysé d'une manière approfondie et en techniciens avertis le contenu des brevets appartenant à MERLIN GERIN et des enveloppes SOLEAU dont il était fait état et après comparaison avec les brevets litigieux, les trois experts ont conclu formellement :

1° - en ce qui concerne le brevet 1.503.536, que l'invention présumée était née d'une interprétation nouvelle de la part de LATOUR d'un phénomène qu'il reconnaît implicitement avoir analysé d'une manière quelque peu erronée alors qu'il était au service de MERLIN GERIN, et qu'elle est donc le fruit de réflexions postérieures au 31 juillet 1965, qu'en tous cas elle n'aurait pas pu être réalisée à partir des brevets M.G. publiés lors de dépôt et que rien, pas même, l'enveloppe SOLEAU G.1.226, ne permet de supposer que MERLIN GERIN avait alors connaissance du phénomène décrit par LATOUR ;

2° - en ce qui concerne le brevet 1.484.720, que l'invention qui met en oeuvre la combinaison de deux moyens nouveaux, est due à des réflexions manifestement postérieures au 31 juillet 1965, puisqu'elle ne figure ni dans le brevet belge 612.385 ni dans le pli SOLEAU 89.394 ;

3° - en ce qui concerne le brevet 1.488.297, que l'invention présumée réside dans une solution nouvelle, la synchronisation postérieure au 31 juillet 1975, à un problème dont les données étaient connues, et qui ne se trouvait nullement décrite ni dans le brevet MERLIN GERIN n° 1. 289.356, ni dans l'enveloppe SOLEAU 63.426.

4° - en ce qui concerne le brevet 1.553.672, que l'invention consiste en une solution précise à un problème connu, par application d'une idée dont on ne saurait

affirmer qu'elle est originale, mais au sujet de laquelle il ne ressort pas des documents invoqués par MERLIN GERIN même dans l'enveloppe SOLEAU déposées postérieurement au départ de LATOUR, qu'une solution avait été trouvée par la Société, qui ne paraissait pas avoir encore maîtrisé le problème posé dans diverses notes intérieures ;

Attendu que ces conclusions communes des trois experts judiciaires ne sont nullement contredites par le contenu de la note complémentaire qui ont ensuite déposée deux d'entre eux pour développer leurs observations, notamment en ce qui concerne le quatrième brevet revendiqué n° 1.553.672 ; que, sans doute, les experts n'ont pas pu préciser, comme il leur était demandé dans l'énoncé de leur mission, en l'absence de résultats expérimentaux, si les autres brevets litigieux apportaient ou non un perfectionnement à la technique acquise par MERLIN GERIN à la date du 31 juillet 1965, sur le plan industriel, mais que ce point n'apparaît pas essentiel en la cause, puisque, sous réserve des dispositions de l'article 36 de la loi du 2 janvier 1968 quant à leur application ultérieure, LATOUR était en droit de déposer des brevets de perfectionnement, même sans expérimentation ou essais préalables ;

Attendu, en définitive, qu'au vu des résultats de l'expertise et sans qu'il y ait lieu de recourir à une autre mesure d'instruction, il convient de constater que la Société MERLIN GERIN n'a pas rapporté la preuve qui lui incombait de ce que les brevets par elle revendiqués n'avaient pu être retenus par LATOUR que par une usurpation commise à son préjudice ; que l'action engagée doit donc être purement et simplement rejetée comme non fondée ;

Attendu en ce qui concerne la demande reconventionnelle présentée par LATOUR, que celui-ci prétend, que la Société MERLIN GERIN lui a causé, du fait de l'action engagée contre lui, et de la publicité qui lui a été donnée dans les milieux industriels où il était connu, un préjudice à la fois moral et matériel en provoquant la suspicion à son égard tant auprès du personnel de MERLIN GERIN que de ses autres relations professionnelles et, notamment, de la Société MAGRINI et en l'empêchant de retirer le fruit de ses travaux, aussi bien pour les brevets litigieux que pour les autres brevets qu'il avait demandés depuis sa mise à la retraite ; que cependant il ne produit à l'appui de sa demande, qu'il avait chiffré presque après le dépôt de l'expertise à 100.000 F, mais qu'il a depuis porté à 500.000 F, aucune justification précise, se bornant à présenter un calcul théorique et arbitraire, des redevances qu'il aurait pu percevoir de la Société MAGRINI, d'après le montant de celles qui lui ont été versées et qu'il perçoit toujours de MERLIN GERIN dans le cadre de la production "SOLENARC" ;

Or, attendu quant au préjudice matériel que si LATOUR avait bien cédé tous ses nouveaux brevets à la Société MAGRINI par un contrat du 31 Octobre 1965, et s'il avait été prévu des redevances en cours de succès futur de l'application de ses inventions, ce qui demeurerait aléatoire, puisque de l'aveu même de l'intéressé, ces inventions nouvelles n'étaient que le fruit de ses réflexions et de son activité intellectuelle et qu'elles n'étaient appuyées sur aucune expérimentation, il apparaît que cette convention n'a pas été renouvelée au-delà du 31 Décembre 1969, donc bien antérieurement à l'introduction de la présente action en 1973 et qu'il n'y a eu aucune exploitation effective des brevets revendiqués ; qu'au surplus, d'ailleurs, dans la mesure où il se serait agi de perfectionnements, il est certain que ni LATOUR ni son cessionnaire n'aurait pu les exploiter sans l'accord de MERLIN GERIN ; qu'en définitive LATOUR ne peut ainsi justifier d'aucun préjudice matériel effectif et certain -

Attendu, par contre, qu'il est constant que la Société MERLIN GERIN a fait connaître tant aux membres de son personnel qu'à la Société MAGRINI, cessionnaire des brevets de LATOUR, l'existence du procès qu'elle lui intentait, en le présentant comme un usurpateur de ses propres brevets et de ses secrets de fabrication : que cette publicité s'est forcément répandue dans les milieux industriels et scientifiques où LATOUR était connu comme inventeur et qu'il en est résulté pour lui une atteinte certaine à sa réputation et à son honorabilité ; que ce préjudice moral caractérisé justifie l'allocation d'une somme de 20.000 Frs à titre de dommages-intérêts et qu'il convient en outre d'ordonner la publication par extrait du présent arrêt dans trois journaux au choix de LATOUR ainsi que son affichage sur le tableau d'affichage des usines MERLIN GERIN à GRENOBLE -

Et attendu que les dépens de l'instance seront supportés entièrement par la Société MERLIN GERIN qui succombe, qu'en outre il serait inéquitable de laisser à la charge de LATOUR à qui a été imposé le présent procès, la totalité des frais qu'il a dû engager pour assurer sa défense et qui ne serait pas inclus dans les dépens ; qu'il convient donc de condamner en outre la Société MERLIN GERIN à lui payer conformément à l'article 700 du Nouveau Code de Procédure Civile, une compensation de ces frais non répérables la somme de 10.000 Frs -

PAR CES MOTIFS

La COUR statuant publiquement et contradictoirement en matière ordinaire et en dernier ressort -

Vu l'arrêt du 9 Octobre 1975 et le rapport d'expertise de MM. COMBALDIEU, KORSAKOFF et VIENNET -

Statuant par voie d'évocation en application de l'article 586 du Nouveau Code de Procédure Civile -

Déboute la Société MERLIN GERIN de sa demande en revendication de quatre inventions brevetées par André LATOUR et en subrogation dans tous les droits qui résultent pour celui-ci des brevets français qui lui ont été délivrés pour ces inventions sous les numéros 1.484.720, 1.488.297, 1.503.535 et 1.553.672 -

La condamne à payer à LATOUR, la somme de 20.000 Frs à titre de dommages - intérêts en réparation du préjudice moral qu'elle lui a occasionné du fait de l'action intentée à son encontre -

Autorise LATOUR à publier aux frais de MERLIN GERIN par extrait ce présent arrêt dans trois journaux de son choix le coût maximum de chaque inscription ne devant pas dépasser 2.000 Frs -

Dit qu'en outre la Société Merlin GERIN devra afficher pendant quinze jours un extrait du présent arrêt, sur le tableau d'affichage, de chacune de ses usines de GRENOBLE -

Déboute les parties de toutes autres demandes ou prétentions -

Condamne la Société MERLIN GERIN aux entiers dépens de première instance et d'appel, y compris les frais de l'expertise et dit qu'en outre elle devra verser à LATOUR une somme de 10.000 Frs en compensation des frais qu'il a dû exposer pour le présent procès et qui ne sont pas compris dans les dépens -